

On constate certaines différences marquées entre les résultats du mois d'août et ceux du mois d'octobre. Par rapport au mois d'août, plus de deux fois plus de Canadiens ont déclaré en octobre qu'ils font plus confiance aux médias d'information pour se faire une idée sur le libre-échange; en revanche, un nombre beaucoup moins élevé de répondants déclare se fonder sur l'opinion des économistes et autres spécialistes. On constate également une modeste augmentation dans le pourcentage de la population déclarant se baser sur l'opinion des dirigeants du gouvernement provincial. Néanmoins, le pourcentage de répondants mentionnant les faiseurs d'opinion qui ont des positions bien connues et des intérêts manifestes sur les questions de libre-échange reste relativement faible : onze pour cent (11 %) des répondants mentionnent respectivement leurs dirigeants des gouvernements fédéral et provincial, les chefs syndicaux ne ralliant que 6 % des choix.

La tendance à se fonder sur l'opinion des économistes et autres spécialistes reste évidente dans toutes les couches de la population, notamment les répondants ayant un statut socio-économique (SSE) élevé, y compris ceux dont le revenu annuel du ménage est égal ou supérieur à 50 000 \$, les membres de professions libérales et les propriétaires/dirigeants d'entreprises. Même les syndiqués ont plus tendance à se fonder sur l'opinion des économistes et autres spécialistes (26 %) que sur celle des chefs syndicaux (10 %). Les répondants ayant un SSE modeste ont plus tendance que la moyenne des autres répondants à consulter dans les médias d'information les opinions leur servant à se faire une idée sur le libre-échange.